

# Copé septième candidat à la primaire de la droite

L'ex-président de l'UMP s'est officiellement déclaré hier soir sur France 2. Il vient grossir les rangs déjà très fournis des prétendants Les Républicains:



« Je suis prêt », a déclaré le député-maire de Meaux. (Photo IP3)

**D**roit dans ses bottes, comme disait, à une autre époque, son rival Alain Juppé: dégagé de ses soucis judiciaires – il n'a pas été mis en examen dans le cadre de l'affaire Bygmalion, comme il le craignait<sup>(1)</sup> –, l'ancien président de l'UMP, Jean-François Copé, a déclaré hier sur France 2 qu'il était candidat pour la primaire de la droite et du centre, qui doit se dérouler en novembre. « Je serai candidat à cette élection », a lancé le député-maire de Meaux (Les Républicains), qui s'exprimait juste après le passage, sur TF1, du président de son parti, Nicolas Sarkozy. « J'avais imaginé dans un premier temps me donner quelques semaines de plus », mais « je crois que je suis prêt, et je trouvais très hypocrite de retarder inutilement, alors même qu'est arrivée lundi dernier la décision des juges. »

## « Pas une revanche »

Cette candidature est-elle « une revanche » contre certains dans son parti? « Certainement pas ». Contre Nicolas Sarkozy? « En aucun cas. Mes adversaires, ce sont le Parti socialiste et le Front national », a-t-il assuré.

Après une retraite forcée de la politique qui avait duré 18 mois et s'était achevée le 20 janvier avec la publication d'un ouvrage, *Le Sursaut français*, l'ex-président de l'UMP enclenche donc l'accélérateur.

Il aura toutefois fort à faire pour s'imposer: il devient le septième candidat déclaré à la primaire de la droite et du centre, après Alain Juppé, François Fillon, Nadine Morano, Frédéric Lefebvre, Hervé Mariton et Jean-Frédéric Poisson. Sans oublier les candidatures probables mais non encore officialisées, qui ne sont pas les moindres: Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet et Nicolas Sarkozy. Auquel cas on arriverait à dix candidats!

Quelque quatre ans après le dévastateur duel Fillon-Copé pour la mainmise sur le parti, l'automne risque donc d'être à nouveau sanglant au sein de la principale formation d'opposition.

1. Il a finalement été placé sous le statut de témoin assisté le 8 février, après avoir été entendu par un juge financier. L'affaire Bygmalion tire son nom de la société de communication au cœur de cette affaire de falsification des comptes de campagne de Nicolas Sarkozy lors de la présidentielle de 2012, époque à laquelle Jean-François Copé dirigeait l'UMP.



Par MICHELE COTTA

## Le risque de la désunion

La liste des candidats à la primaire de la droite et du centre s'allonge. Il y a ceux qui ont depuis longtemps fait acte de candidature: Alain Juppé, François Fillon. Loin derrière eux, Hervé Mariton et Nadine Morano, qui ont annoncé leur volonté en septembre dernier. Les « quadras » du mouvement, Bruno Le Maire et Nathalie Kosciusko-Morizet, continuent de s'interroger sur leurs intentions, à vrai dire transparentes. La journée d'hier a marqué l'arrivée dans la course de Jean-François Copé, tout juste sorti des péripéties judiciaires de l'affaire Bygmalion. Nicolas Sarkozy, lui, réserve sa décision. Pourtant, la publication de son livre, ses apparitions multiples à la télévision (hier encore au journal télévisé), le programme qu'il a proposé au Conseil national, autant de signes qui vont dans le même sens: il est loin d'avoir renoncé à se présenter à la primaire de novembre.

« Qui dit appétits dit ambitions et donc, par une pente fatale, dissensions. »

Beaucoup de monde, donc. La preuve d'une intense vitalité des Républicains? Peut-être. Plus encore, à coup sûr, la certitude que la future présidentielle sera celle de l'alternance, et que, face à Marine Le Pen, le candidat Les Républicains, quel qu'il soit, a les plus grandes chances de se voir ouvrir tout grand les portes de l'Élysée. De quoi, évidemment, déclencher les appétits. Mais qui dit appétits dit ambitions et donc, par une pente fatale, dissensions. Celles-ci n'ont été évitées, à l'occasion de la dernière réunion des Républicains, ce dernier week-end, que par l'absence. Venu en coup de vent samedi, se déplaçant de table en table au cours du déjeuner, les ténors de la droite ne sont pas venus écouter, hier, le discours final de Nicolas Sarkozy. Alain Juppé et Bruno Le Maire étaient en famille, François Fillon retenu par d'autres obligations. C'est sans eux, donc, que Nicolas Sarkozy a eu tout loisir, devant les deux mille militants présents, de proposer le texte d'orientation engageant, selon lui, l'avenir de son mouvement, attendant que « les autres candidats aux primaires daignent proposer leurs idées ».

C'est sur ce terrain que se jouera la première bataille entre les prétendants: le texte programmatique défendu à la tribune hier par l'ancien président de la République, s'imposera-t-il aux autres candidats, une fois qu'il aura été amendé puis adopté par les militants? Les futurs candidats ne l'entendent évidemment pas de cette oreille. « Une élection présidentielle, a dit hier Jean-Pierre Raffarin, en même temps qu'il annonçait son ralliement à Alain Juppé, c'est un engagement entre un homme et le peuple. » Autrement dit, à chacun de définir le contrat qui le liera aux Français. Voilà pourquoi Juppé, Fillon et Le Maire ont choisi d'être absents hier: que le mouvement définisse lignes et objectifs politiques, c'est son droit. Mais que cela devienne pour chacun d'entre eux la Bible, pas question. Si tout le monde défend le même programme, à quoi bon la primaire?

Oui, la campagne a bel et bien commencé. Avec son risque essentiel, à maîtriser, celui de la désunion.

## Et Raffarin misa sur... Juppé

Une mauvaise nouvelle de plus pour Nicolas Sarkozy. L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin (Les Républicains) a officialisé hier, sur BFM TV et dans une interview publiée aujourd'hui dans *La Nouvelle République du Centre-Ouest* et *Centre-Press*, son soutien (attendu) à Alain Juppé pour la primaire de la droite et du centre. Après avoir noté que celle-ci « est déjà bien lancée », puis que « Alain Juppé, François Fillon et Bruno Le Maire se sont déjà exprimés » et qu'« il est clair – pour qui le regarde agir – que Nicolas Sarkozy est candidat à cette pri-

maire », le sénateur de la Vienne déclare: « Je m'engage fermement et activement avec Alain Juppé. »

## « Au bout d'un système politique »

« Parce que c'est une personnalité forte, fiable et fidèle », justifie Jean-Pierre Raffarin, qui vient de quitter la tête du Conseil national de son parti, remplacé par Luc Chatel: fort « de son expérience, de son caractère, de sa puissance personnelle », « fiable parce que c'est un homme de parole, un homme droit, un homme qui respecte ce qu'il dit », « fidèle

à des valeurs républicaines et européennes, de tempérance et d'équilibre ». Et d'estimer que le maire de Bordeaux « aura le courage de dire la vérité des mesures à prendre et des procédures à retenir »: « Nous sommes au bout d'un système où la politique n'a vraiment pas d'intérêt si on ne dit pas la vérité. Les sujets sont tellement graves, la fragilité tellement forte, que derrière tout nouveau maillage de la situation, surgiraient de terribles événements », analyse-t-il. Il considère également que pour gagner la primaire, « Alain Juppé a besoin d'une base électorale



« Alain Juppé est une personnalité forte, fiable et fidèle », a argumenté l'ex-Premier ministre.

(Photo AFP)

élargie, ce qui apparaît plutôt comme un atout pour diriger le pays, c'est mieux que de vouloir cliver excessivement », dans une pique à peine dissimulée à Nicolas Sarkozy.

## Sarkozy présente seul son « projet collectif »



L'ancien président de la République n'a pas réussi à rallier ses rivaux à lui ce week-end. (Photo AFP)

À neuf mois de la primaire pour 2017, Nicolas Sarkozy a présenté hier<sup>(1)</sup>, en clôture du Conseil national des Républicains, les grandes lignes d'un projet à valider par les adhérents. « Les Républicains veulent », « Les Républicains affirment », « Les Républicains croient », « s'engagent » ou « refusent »: en introduisant par ces mots sa vingtaine de propositions (déjà détaillées, entre autres, dans son dernier livre), l'ex-chef de l'État a voulu montrer

que ce texte était « un projet collectif » dans le seul « intérêt de la France ». Et ce alors que tous ses rivaux étaient repartis, prétextant divers engagements, après avoir déclaré la veille qu'ils ne se sentaient pas liés par ce texte. Sur le fond, l'ex-chef de l'État souhaite réaffirmer « l'autorité de l'État »; « refonder le modèle social en faisant de l'entreprise le lieu principal du dialogue social »; « contrôler par nous-mêmes nos frontières tant qu'un Schengen II

digne de ce nom n'aura pas été mis en œuvre »; une « école de la République fondée sur l'excellence »; le respect de la laïcité; une « politique familiale ambitieuse »; un « plan Marshall pour la ruralité »; le recours au référendum en cas de « blocage » de la société française; et la baisse simultanée des impôts et des déficits publics.

1. Et non samedi comme nous l'avons indiqué par erreur hier.